



REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE
DE LA PASSATION DES MARCHES CONCLUS PAR
LE GROUPE IV AU TITRE DE LA GESTION 2013**

**HOPITAL GÉNÉRAL DE GRAND YOFF
(HOGGY)**

**VERSION FINALE
AOUT 2015**

**PRESENTE PAR:
LE GROUPEMENT GMS/ SSPM**



Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc
Moustapha, 2ème étage à gauche
Tel : Bur : 33 867 68 00 / 33 867 68 02
BP. 9048 Dakar Peytavin
E-Mail : gmac@orange.sn



1109 Liberté 1, Dakar BP 23967 Dakar Ponty Imm
(+221) 33 864 06 66 / (221) 77 630 72 97
E-mail sspm@sspm.sn Fax: 33 867 68 01

SOMMAIRE

SYNTHESE DE NOS TRAVAUX.....	6
1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION.....	11
1.1. CONTEXTE DE LA MISSION	11
1.2. OBJECTIF DE LA MISSION ET ETENDUE DES TRAVAUX A EFFECTUER.....	11
2. ENVIRONNEMENT DES MARCHÉS PUBLICS.....	12
2.1. LE CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE	12
2.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES.....	14
2.2.1. <i>La Cellule de Passation des Marchés (CPM)</i>	14
2.2.2. <i>La Commission des Marchés</i>	14
2.3. LES ORGANES DE CONTROLE ET DE REGULATION.....	15
2.3.1. <i>La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)</i>	15
2.3.2. <i>L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)</i>	15
2.4. LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES.....	16
2.5. LES MODES DE PASSATION DES MARCHES.....	16
3. SYNTHESE DE LA REVUE	17
3.1. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL, A L'ORGANISATION ET A L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES.	17
3.1.1. <i>Présentation de l'HOGGY</i>	17
3.1.2. <i>La commission des marchés</i>	19
3.1.3. <i>La cellule de passation des marchés</i>	19
3.1.4. <i>Production des rapports trimestriels et du rapport annuel</i>	19
3.1.5. <i>Documents de programmation de la préparation des marchés</i>	20
3.1.5.1. <i>Plan de passation des marchés</i>	20
3.1.5.2. <i>Avis général de passation des marchés</i>	20
3.1.6. <i>Archivage des dossiers</i>	20
3.1.7. <i>Registre des marchés</i>	20
3.2. CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES	21
3.2.1. <i>Échantillon</i>	21
3.2.2. <i>Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'HOGGY</i>	22
3.2.3. <i>Marchés conclus par Appel d'Offres Ouvert (AOO)</i>	22
3.2.4. <i>Marchés conclus par Appel d'Offres Restreint (AOR)</i>	23
3.2.5. <i>Marchés conclus par Demandes de Renseignement et de Prix (DRP)</i>	24
3.2.6. <i>Attribution sans mise en concurrence</i>	24
3.2.7. <i>Marchés ayant fait l'objet d'un recours</i>	24
3.3. CONSTATS RELATIFS A L'EXECUTION FINANCIERE	24
3.4. CONSTATS RELATIFS A L'AUDIT PHYSIQUE (MATERIALITE, EXECUTION PHYSIQUE) ..	25
3.4.1. <i>Sélection</i>	25
3.4.2. <i>Travaux effectués</i>	25
3.4.3. <i>Résultats</i>	25

4. RECOMMANDATIONS	26
4.1. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL, A L'ORGANISATION ET A L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES	26
4.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES A LA PASSATION DES MARCHES CONCLUS PAR APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO)	26
4.3. RECOMMANDATIONS RELATIVES A LA PASSATION DES MARCHES CONCLUS PAR APPEL D'OFFRES OUVERT (AOR)	27
4.4. RECOMMANDATIONS RELATIVES A LA PASSATION DES MARCHES CONCLUS PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX (DRP)	27
4.5. RECOMMANDATIONS RELATIVES A L'EXECUTION FINANCIERE	27
4.6. RECOMMANDATIONS RELATIVES A L'AUDIT PHYSIQUE	27
5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS	28
6. STATISTIQUES DES ANOMALIES	30
6.1. STATISTIQUES SUR LES ANOMALIES DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX (DRP)	30
7. ANNEXES	32
ANNEXE 1 : FICHES DE PROJETS	33
ANNEXE 2 : LISTE DES COMMANDES DIRECTES	47
ANNEXE 3 : REPONSES DE L'AC	49
ANNEXE 4 : APPRECIATIONS DU CABINET SUR LES REPONSES DE L'AC	50
ANNEXE 5 : LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT	60

SIGLES ET ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HOGGY	Hôpital Général de Grand Yoff
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-verbal
PVR	Procès-verbal de Réception

RAPEV	Rapport d’Evaluation
RAO	Rapport d’Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SYNTHESE DE NOS TRAVAUX

Le présent rapport est relatif à la revue de la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés conclus au titre de l'exercice 2013 par l'Hôpital Général de Grand Yoff (HOGGY), conformément aux exigences des termes de référence de la mission que l'Autorité de Régulation des marchés publics (ARMP) a bien voulu confier au Groupement GMS/SSPM. La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe IV, afin de s'assurer que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Au terme de cette mission, nous avons établi un certain nombre de constats relatifs au dispositif institutionnel de chaque structure mais aussi à chaque marché ciblé selon un processus d'échantillonnage aléatoire développé dans notre méthodologie.

En ce qui concerne l'Hôpital Général de Grand Yoff, nous vous présentons ci-après la synthèse de nos constats et les recommandations qui en découlent :

Tableau récapitulatif des constats et recommandations pour HOGGY

N°	CONSTATS	RECOMMANDATIONS
A	Dispositif institutionnel lié à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés	
1	Commission des marchés : Les textes complets désignant les membres de la commission des marchés n'ont pas été établis et transmis avant le 5 janvier 2013 à l'ARMP et à la DCMP.	Transmettre les textes complets désignant les membres de la commission des marchés avant le 5 janvier de chaque année à l'ARMP et à la DCMP conformément à l'arrêté n° 011588 du 28/12/07 pris en application de l'article 36-1 du Code des marchés publics et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes.
2	Rapports trimestriels : Les rapports trimestriels n'ont pas été élaborés.	Élaborer et transmettre à la DCMP et à l'ARMP les rapports trimestriels conformément à l'arrêté n° 011586 du 28/12/07 pris en application de l'article 35 du Code des marchés publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes.
4	Avis général de passation des marchés: L'avis général de passation des marchés n'a pas été publié avant la fin du mois	Élaborer et publier l'avis général de passation des marchés dans un journal quotidien de grande diffusion et sur le portail officiel

	de janvier.	des marchés publics, avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation conformément aux articles 6 et 56 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.
5	Archivage : Le système d'archivage n'est pas conforme aux dispositions du Manuel de classement des documents des Marchés des Autorités Contractantes de l'ARMP.	Archiver les dossiers de passation des marchés conformément aux dispositions du Manuel de classement des documents des Marchés des Autorités Contractantes de l'ARMP.
6	Registre des marchés : L'hôpital ne dispose pas de registre des marchés.	Mettre à disposition un registre des marchés conformément à l'article 67-3 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés Publics.
B	Passation des marchés examinés	
Marchés conclus par appel d'offres ouvert (AOO)		
7	Pas de preuve de transmission des PV d'ouverture des plis aux candidats	Transmettre le PV d'ouverture des plis à tous les candidats conformément à l'article 67 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.
8	Délai anormalement long entre la date d'ouverture des plis et la date d'attribution. Ce point concerne l'appel d'offres ouvert relatif à la fourniture de médicaments et de consommables médico-pharmaceutique (date d'ouverture des plis	Attribuer les marchés dans les délais maximums prévus (15 jours) à conformément l'article 70 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

	le 7 février 2014 et date d'attribution le 24 octobre 2014 soit 9 mois).	
9	Garantie de bonne exécution non fournie concernant le marché relatif à la fourniture de matériels médico-techniques.	Exiger la fourniture de la garantie de bonne exécution dans les délais.
10	Avis d'attribution définitive non publié concernant tous les marchés passés en revue.	Publier les avis d'attribution définitive conformément à l'article 85 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics et les archiver conformément au Manuel de classement des documents des marchés des autorités contractantes élaboré par l'ARMP.
Marchés conclus par appel d'offres restreint (AOR)		
11	Le contrat a été enregistré après réception des fournitures. Il s'agit du marché par appel d'offres restreint relatif à l'acquisition de matériel médical.	Veiller à l'enregistrement des contrats dans les délais conformément aux dispositions de l'article 464.9 du CGI.
Marchés conclus par Demande de Renseignement et de Prix (DRP)		
12	Délai d'exécution anormalement long et non application de pénalités de retard (1 an 10 mois pour la DRP "Travaux de confection, installation et de mise en service d'une hotte aspirante")	Veiller au respect des clauses contractuelles et appliquer des pénalités pour les marchés ayant faits l'objet de retard.
C	Achats par commande directe	
13	Nous avons relevé des achats faits par commande directe sans mise en concurrence d'un montant total de 268 151 371 FCFA TTC . Ces achats sont présentés en annexe 2 du présent rapport.	Respecter les conditions requises pour passer les marchés par entente directe conformément aux dispositions de l'article 76 du décret n° 2011- 1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.
C	Exécution Financière	
14	Tous les contrats examinés en 2013 n'ont	Veiller à mentionner les dates de

	pas été datés.	signature, d'approbation et de notification des contrats.
15	Des contrats ont été enregistrés tardivement souvent après réception. On peut citer comme exemple le marché par appel d'offres restreint relatif à l'acquisition de matériel médical.	Respecter les délais pour l'enregistrement des contrats.
D	Audit physique	
16	Les délais d'exécution n'ont pas été respectés pour tous les contrats de 2013 examinés.	Faire respecter les délais d'exécution contractuels et appliquer les pénalités de retards au besoin.

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1. Contexte de la mission

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP). La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2013 par les autorités contractantes du Groupe IV.

1.2. Objectif de la mission et étendue des travaux à effectuer

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes du Groupe IV, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2013, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés.

Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

2. ENVIRONNEMENT DES MARCHÉS PUBLICS

2.1. Le cadre institutionnel et réglementaire

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- Directive N°4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Directive N°5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Loi organique N°2011-15 du 08Juillet 2011 relative aux lois de Finances ;
- Loi N°2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi N°65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi N°2003-101 du 13 Mars 2003 portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- Loi N°90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi N°96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi N°2009-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- Décret N°2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret N°81-844 du 20 Août1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'État, aux Collectivités locales et aux Établissements publics ;
- Décret N°2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Éthique en matière de marchés publics
- Décret N°2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des marchés publics, modifié par le décret N°2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le décret

n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;

- Décret N°2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret N°2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Décret N°2011- 1880 du 24 Novembre 2011 portant Règlement sur la Comptabilité publique ;
- Arrêté N°11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté N°11583/MEF/du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté N°11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté N°11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté N°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté N°11587 /MEF du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Éthique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté N°11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la

mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;

- Décision N°0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

2.2. Les organes chargés de la passation des marchés

La passation des marchés publics relève d'un processus d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier. Aussi, le décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 a-t-il prévu au niveau de chaque AC, la mise en place d'une Cellule de Passation des Marchés et d'une Commission des Marchés, structures encadrées par les articles 35 à 40 du Code des Marchés Publics.

2.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM)

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés. Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté n°11586/MEF du 28 Décembre 2007. Elles portent en particulier sur :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'établissement, en début d'année du Plan de Passation des Marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés ;
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

2.2.2. La Commission des Marchés

L'Arrêté n°11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des commissions des marchés, et fixe le nombre de leurs membres. La commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ; - de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante. Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

2.3. Les organes de contrôle et de régulation

Le Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation et les répartit entre deux entités qui constituent les piliers du système.

2.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)

Le contrôle à priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés. La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Économie et des Finances, est créé par le Décret N°2007-545 du 25 Avril 2007.

2.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret N°2007-546 du 25 avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction générale chargée de la gestion et de l'application de la politique

générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

2.4. Les seuils de passation des marchés

Le Code des Marchés Publics, en son article 53 détermine des seuils relatifs à la valeur des marchés de l'État, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

- **État, Collectivités Locales, Établissements Publics**

- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 15 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

- **Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres**

- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (Article 78 du CMP).

2.5. Les modes de passation des marchés

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification ;
- l'appel d'offres restreint ;

- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

3. SYNTHÈSE DE LA REVUE

3.1. Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés.

3.1.1. Présentation de l'HOGGY

L'HOGGY est érigé sur les cendres de l'ex Centre de Traumatologie et d'Orthopédie (CTO). Ses domaines de performances d'alors furent le traitement des accidents (de travail, domestiques, de la circulation) .Il fut construit par la Caisse de Sécurité Sociale sur fonds propres à hauteur de huit (08) milliards de FCFA et couvre une superficie de 3,5 hectares.

Des dysfonctionnements dans la gestion de cette entreprise auront comme conséquences un déficit et de lourds contentieux sociaux, après seulement 5 années d'exercice. La Caisse de Sécurité Sociale fut obligée de rétrocéder l'hôpital à l'État du Sénégal en Janvier 1996. Le CTO fut érigé en Établissement Public de Santé Hospitalier de niveau 3 par Décret N°99-853. Il changea alors de dénomination, et devint Hôpital Général de Grand Yoff, EPS de niveau 3, avec des compétences liées à son plateau technique et à ses missions d'enseignement et de recherche. Dès lors, la structure est soumise à la loi N°98-08 du 12 février qui organise la tutelle des EPS :

- ☐ une tutelle technique (Ministère en charge de la Santé),
- ☐ une tutelle financière (Ministère en charge des Finances).

En outre, le Ministère de l'Economie et des finances (MEF) supervise l'utilisation des fonds, par l'intermédiaire de son Agent comptable.

Le Conseil d'Administration (CA), définit la politique générale de l'établissement par voie de délibérations. Le Directeur est chargé de l'exécution des décisions du CA.

Le CA délibère sur le budget, sur les comptes prévisionnels, sur les comptes de fin d'exercice ainsi que sur les emprunts, etc. Par ailleurs, il a pour mission de fixer les tarifs des prestations, dans une fourchette établie par le Ministère de la santé et de la prévention. Les délibérations du CA portent également sur les conventions de coopération et accords entre hôpitaux.

Dans le cadre des compétences qui lui sont confiées par l'État, l'hôpital assure la mission de «service public», dont les trois principes fondamentaux sont :

- la continuité des services,
- l'équité dans l'accès aux soins essentiels,
- la production des soins de qualité.

En considération des dysfonctionnements les plus représentatifs, les améliorations suivantes étaient attendues de la réforme hospitalière :

1. La disponibilité permanente du service ;
2. Le traitement de toutes les urgences ;
3. Le respect des tarifs accessibles ;
4. La prise en charge des personnes démunies : refus de l'exclusion ;
5. La mise en place d'un système informatisé ;
6. L'institution de la charte du malade ;
7. La représentation des usagers dans le CA.

3.1.2. La commission des marchés

La décision portant mise en place de la commission des marchés est datée du 09 janvier 2013. La commission est composée du :

- Président de la commission des marchés ;
- Responsable financier ;
- Responsable des Services Techniques ;
- Responsable des approvisionnements ;
- Représentant de la tutelle technique ;
- Représentant du contrôle financier de l'État.

Constats

Les textes complets désignant les membres de la commission des marchés n'ont pas été établis avant le 5 janvier 2013 conformément à l'arrêté n° 011588 du 28/12/07 pris en application de l'article 36-1 du Code des marchés publics et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes.

3.1.3. La cellule de passation des marchés

La cellule de passation des marchés comprend un seul membre. Il s'agit de Monsieur Moussa KEBE, Assistant du Directeur nommé par note de service numéro 002361 du 1^{er} Octobre 2009.

3.1.4. Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

Le rapport annuel sur les marchés publics et les rapports trimestriels n'ont pas été élaborés.

Constats

Le rapport annuel sur les marchés publics et les rapports trimestriels n'ont pas été élaborés en violation des dispositions de l'article 143 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011.

3.1.5. Documents de programmation de la préparation des marchés

3.1.5.1. Plan de passation des marchés

Le Plan de passation des marchés a été validé par la DCMP et publié sur le portail des marchés publics le 04 février 2013.

3.1.5.2. Avis général de passation des marchés

L'avis général de passation des marchés a été publié dans « Le Soleil » du 20 mars 2013.

Constats

L'avis général de passation des marchés n'a pas été publié avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation conformément à l'article 6 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics.

3.1.6. Archivage des dossiers

L'archivage des dossiers de passation des marchés présente des insuffisances en termes d'exhaustivité des documents pour tous les marchés.

Constats

Le système d'archivage n'est pas conforme aux dispositions du Manuel de classement des documents des Marchés des Autorités Contractantes de l'ARMP.

3.1.7. Registre des marchés

Constats

L'hôpital ne dispose pas de registre des marchés conformément à l'article 67-3 du Décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics.

3.2. Constats spécifiques aux marchés examinés

3.2.1. Échantillon

Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons reçu la liste des marchés passés par l'HOGGY. La liste est composée de trois (03) Appels d'Offres Ouverts ; d'un (01) Appel d'Offres Restreint et de six (06) Demandes de Renseignements et de Prix (DRP) pour un montant total de 1 184 881 762 FCFA TTC. La liste est la suivante :

N°	Objet du Marché	Mode de Passation	Catégorie	Montant (FCFA TTC)
1	Fourniture de denrées alimentaires	AOO	Fourniture	160 681 200 FCFA
2	Fourniture de produits médico pharmaceutique	AOO	Fourniture	550 000 000 FCFA
3	Fourniture de matérielle médico-technique endoscopie	AOO	Fourniture	109 402 800 FCFA
4	Matériel médico-technique	AOR	Fourniture	295 430 000 FCFA
5	Fourniture, installation et mise en service d'un séchoir électrique	DRP	Fourniture	14 897 600 FCFA
6	Fourniture de matériels hôteliers	DRP	Fourniture	12 266 100 FCFA
8	Fourniture et installation d'un système d'impression et divers matériels informatiques	DRP	Fourniture	14 891 900 FCFA
9	Fournitures de chambre froide	DRP	Fourniture	10 620 000 FCFA
10	Travaux de confection, d'installation et de mise en service d'une hotte aspirante	DRP	Fourniture	6 898 162 FCFA
11	Linge	DRP	Fourniture	9 794 000 FCFA
TOTAL GENERAL		1 184 881 762 FCFA		

Un échantillonnage de 100% a été effectué.

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2013	
	NOMBRE	MONTANT
Appel d'Offre Ouvert (AOO)	3	820 084 000
Appel d'offre Restreint (AOR)	1	295 430 000
Prestation Intellectuelle (PI)	-	-
Demande de Renseignements et des Prix(DRP)	6	69 367 762
Entente Directe (ED)	-	-
TOTAL	10	1 184 881 762

3.2.2. Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'HOGGY

Type de marches	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Fournitures	15 000 000	150 000 000	40 000 000	400 000 000
Travaux	25 000 000	250 000 000	100 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles	25 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000
Services	15 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000

3.2.3. Marchés conclus par Appel d'Offres Ouvert (AOO)

Pour la gestion 2013, l'HOGGY a conclu trois (03) marchés par Appel d'Offres Ouvert pour un montant total de 820 084 000 FCFA. Les constats spécifiques relatifs à la passation des marchés par Appel d'Offres Ouvert sont les suivants :

- Pas de preuve de transmission des PV d'ouverture des plis aux candidats ;
✓ concerne tous les marchés passés sur 2013
- Feuille de présence des candidats à l'ouverture des plis non fournie ;
✓ Concerne tous les marchés passés sur 2013

- Délai anormalement long entre la date ouverture des plis et la date d'attribution supérieur à 15 jours. Ce point concerne :
 - ✓ l'appel d'offres ouvert fourniture de médicaments et de consommable médico-pharmaceutique (date d'ouverture des plis le 7 février 2014 et date d'attribution le 24 octobre 2014 soit 9 mois) ;
 - ✓ l'appel d'offres ouvert fournitures de denrées alimentaires ;
 - ✓ l'appel d'offres ouvert fourniture de matériels medico-technique
- Avis d'attribution définitive non publié ;
 - ✓ Concerne tous les marchés passés par appel d'offres ;
- Les contrats ne sont pas datés ;
 - ✓ Concerne tous les marchés de 2013 :
- Les contrats ont été immatriculés tardivement souvent après exécution du marché ;
 - ✓ Concerne tous les marchés passés en 2013 ;
- Garantie de bonne exécution non reçue ;
 - ✓ Fourniture de matériels médico-techniques

3.2.4. Marchés conclus par Appel d'Offres Restreint (AOR)

Sur 2013, l'HOGGY a conclu un seul marché par appel d'offres restreint relatif à l'acquisition de matériel médical d'un montant de 295 430 000 FCFA. Les constats spécifiques relatifs à la passation des marchés par Appel d'Offres Restreint sont les suivants :

- Contrat enregistré après l'exécution du marché ;
- Garantie de bonne exécution non reçue.

3.2.5. Marchés conclus par Demandes de Renseignement et de Prix (DRP)

Cinq (05) marchés sont conclus par DRP pour un montant total de 69 367 762 FCFA TTC. Les constats spécifiques relatifs à la passation des marchés de DRP sont les suivants :

- Marché non inscrit au PPM publié ;
- Le bon de commande ou le contrat ne précise pas la date de livraison.

3.2.6. Attribution sans mise en concurrence

Nous avons relevé des achats faits par commande directe sans mise en concurrence d'un montant total de *268 151 371 F CFA TTC*. Ces achats sont présentés en annexe 2 du présent rapport.

3.2.7. Marchés ayant fait l'objet d'un recours

Il n'y a pas eu de recours enregistré auprès du Comité de Règlement des Différents (CRD) de l'ARMP. Seul un recours gracieux a été reçu le 18 avril 2013 de Carrefour Médical concernant le marché par appel d'offres restreint relatif à la fourniture de matériel médico technique.

3.3. Constats relatifs à l'exécution financière

- Tous les contrats de 2013 examinés n'ont pas été datés ;
- L'enregistrement des contrats a été fait tardivement souvent après exécution du marché. Il s'agit du marché par appel d'offres restreint relatif à l'acquisition de matériel médical.

3.4. Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique)

3.4.1. Sélection

Les marchés sélectionnés pour l'audit physique sont les suivants :

N°	Objet du Marché	Mode de Passation	Catégorie	Montant (FCFA TTC)
1	Fourniture de denrées alimentaires	AOO	Fourniture	160 681 200 FCFA
3	Fourniture de matériel médico-technique endoscopie	AOO	Fourniture	109 402 800 FCFA
4	Matériel médico-technique	AOR	Fourniture	295 430 000 FCFA
5	Fourniture, installation et mise en service d'un séchoir électrique	DRP	Fourniture	14 897 600 FCFA
6	Linge	DRP	Fourniture	9 794 000 FCFA
TOTAL GENERAL				

3.4.2. Travaux effectués

Les travaux effectués consistent à vérifier de façon effective la matérialité en rapprochant les fournitures réceptionnées avec les commandes.

3.4.3. Résultats

Les constats spécifiques relatifs à l'audit physique sont les suivants :

- **Délais d'exécution du marché non respectés.**

Nous avons constaté que les délais d'exécution ne sont pas respectés pour tous les marchés passés sur 2013.

4. RECOMMANDATIONS

4.1. Recommandations relatives au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

- Transmettre les textes complets désignant les membres de la commission des marchés avant le 5 janvier de chaque année à l'ARMP et à la DCMP conformément à l'arrêté n° 011588 du 28/12/07 pris en application de l'article 36-1 du Code des marchés publics et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Transmettre à temps à la DCMP et à l'ARMP les rapports trimestriels conformément à l'arrêté n° 011586 du 28/12/07 pris en application de l'article 35 du Code des marchés publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Élaborer et transmettre le plan de passation des marchés à la DCMP en début d'année conformément à l'arrêté n° 011586 du 28/12/07 pris en application de l'article 35 du Code des marchés publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes, et à l'article 6 du CMP ;
- Archiver les dossiers de passation des marchés conformément aux dispositions du Manuel de classement des documents des marchés des Autorités contractantes de l'ARMP ;
- Mettre à disposition un registre des marchés conformément à l'article 67-3 du CMP.

4.2. Recommandations relatives à la passation des marchés conclus par Appel d'Offres Ouvert (AOO)

- Transmettre le PV d'ouverture des plis à tous les candidats conformément à l'article 67 du CMP ;
- Attribuer les marchés dans les délais maximums prévus (15 jours) conformément l'article 70 du CMP ;
- Exiger la fourniture de la garantie de bonne exécution dans les délais requis ;
- Publier les avis d'attribution définitive conformément à l'article 85 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics et les archiver conformément au Manuel de classement des documents des marchés des autorités contractantes élaboré par l'ARMP.

4.3. Recommandations relatives à la passation des marchés conclus par Appel d'Offres Ouvert (AOR)

Il faut veiller à l'enregistrement des contrats dans les délais requis.

4.4. Recommandations relatives à la passation des marchés conclus par Demande de Renseignement et de Prix (DRP)

- Respecter les conditions requises pour passer les marchés par entente directe conformément aux dispositions de l'article 76 du décret n° 2011- 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des marchés publics ;
- Veiller au respect des clauses contractuelles et appliquer des pénalités pour les marchés ayant fait l'objet de retard.

4.5. Recommandations relatives à l'exécution financière

- Veiller à mentionner les dates de signature, d'approbation et de notification des contrats ;
- Respecter les délais pour l'enregistrement des contrats conformément aux dispositions de l'article 464.9 Code Général des Impôts.
- Veiller à la transmission des garanties requises.

4.6. Recommandations relatives à l'audit physique

- Faire respecter les délais d'exécution contractuels et appliquer les pénalités de retards au besoin.

5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS

N°	RECOMMANDATIONS SUR AUDIT 2012	NIVEAU D'APPLICATION
1	Se conformer au délai calendaire de préparation des propositions;	Non résolue
2	Veiller au respect des dispositions de l'article 142 du CMP, sur le rôle des agents des structures de contrôle interne de l'Autorité Contractante;	Non résolue
3	Veiller à ne pas introduire de nouvelles règles, en cours de procédure;	résolue
4	Se conformer à l'article 39 du CMP, sur le délai de cinq (5) jours entre la date de convocation des membres de la commission et la date de la réunion;	Partiellement résolue
5	Se conformer à l'article 66.2 du CMP sur les mentions obligatoires de l'avis d'appel d'offres;	résolue
6	Se conformer à l'article 67.4 du CMP sur la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats;	Non résolue
7	Se conformer à l'article 83.3 du CMP sur l'information des candidats non retenus, la mainlevée de la garantie de soumission du candidat non retenu et la publication de l'attribution provisoire;	Partiellement résolue
8	Veiller au respect de l'article 85 du CMP, sur la notification et la publication de l'attribution définitive;	Non résolue
9	Il convient de demander aux autorités de se conformer à l'article 424.12 du CGI, en veillant à soumettre les contrats à la formalité d'enregistrement, avant la mise en paiement des factures;	Non résolue
10	Se conformer aux dispositions de l'article 9 du CMP, sur l'existence préalable de crédits;	résolue
11	Se conformer à l'article 44.3 du CMP sur le délai de fourniture des pièces administratives;	résolue
12	Veiller à ne pas faire de confusion entre la vérification des critères d'évaluation des offres qui est faite en amont et qui permet de poursuivre la procédure avec les seules offres conformes et la vérification des critères de qualification qui est faite à posteriori, pour le soumissionnaire ayant présenté l'offre conforme évaluée la moins disante;	résolue
13	Procéder à une évaluation en bonne et due forme conformément aux dispositions de l'article 59 du CMP;	Partiellement résolue
14	Veiller au respect de l'article 70 du CMP, sur le délai	Non résolue

	d'attribution des marchés;	
15	Se conformer au point IC 33.3 (d) des DPAO, sur le délai d'exécution des marchés ;	Non résolue
16	Veiller aux dispositions des articles 13.7 et 133 du CMP, sur la mention obligatoire des pénalités de retard dans le contrat;	résolue
17	Se conformer à la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP;	Résolue
18	Veiller au respect des dispositions de l'article 134 du CMP, sur l'application des pénalités de retard, sans mise en demeure préalable;	Non résolue
19	Veiller à harmoniser et mettre en cohérence les informations consignées dans les documents de passation des marchés;	Partiellement résolue
20	Se conformer aux dispositions de l'article 78.2 du CMP, sur l'information des candidats non retenus;	résolue
21	S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.	Non résolue

6. STATISTIQUES DES ANOMALIES

6.1. Statistiques sur les anomalies des Demandes de Renseignements et de Prix (DRP)

Les constats spécifiques relatifs à la passation des marchés de DRP sont les suivants :

- a) Délais d'exécution non respectés ;
- b) Marché non inscrit au PPM publié ;
- d) Le bon de commande ou le contrat ne précise pas la date de livraison.

Le tableau ci-dessous montre la répartition des anomalies constatées sur la passation des marchés pour les DRP :

N °	Objet du marché	Constats N°		
		a	B	c
1	Fourniture, installation et mise en service d'un séchoir électrique	X	X	X
2	Fourniture de matériels hôteliers	X		X
3	Fourniture et installation d'un système d'impression et divers matériels informatiques	X		X
4	Fournitures de chambre froide	X		X
5	Travaux de confection, d'installation et de mise en service d'une hotte aspirante	X	X	X
6	Linge	X		X
Total		6	2	6

Statistiques sur les anomalies relatives aux Appel d'offres (AO)

Les constats spécifiques relatifs à la passation des marchés par AO sont les suivants :

- a) Publication de l'avis d'appel d'offres non fourni ;
- b) Publication de l'avis d'attribution provisoire non fourni ;
- c) Absence de l'avis de non objection de la DCMP sur le DAO ;
- d) Pas de preuve de transmission des PV d'ouverture des plis aux candidats ;
- e) Feuille de présence des candidats à l'ouverture des plis non fournie ;
- f) Délai anormalement long entre la date d'ouverture des plis et la date d'attribution supérieur à 15 jours ;
- g) Avis d'attribution définitive non publié ;
- h) Les contrats ne sont pas datés ;
- i) Les contrats ont été immatriculés tardivement souvent après exécution du marché ;
- j) Garantie de bonne exécution non fournie.

N° marché	Objet du marché	Constats N°									
		a	b	c	d	e	F	G	h	i	j
1	Fourniture de denrées alimentaires		X		X	X	X	X	X	X	
2	Fourniture de produits médico pharmaceutique	X		X	X	X	X	X	X	X	
3	Fourniture de matériel médico- technique endoscopie				X	X	X	X	X	X	
4	Matériel médico- technique										X
Total		1	1	1	3	3	3	3	3	3	1

7. ANNEXES

Annexe 1 : Fiches de projets

1. fourniture de médicaments et consommables médico-pharmaceutiques

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 06/2011	
Objet	Fourniture de médicaments et consommables médico-pharmaceutiques <input type="checkbox"/>
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	Non publié
Date d'ouverture des offres	Non précisé
Attributaire	Le marché n'a pas été attribué
Date de publication de l'attribution provisoire	Non attribué
Date approbation du marché	Non attribué
Date de notification	Non attribué
Délai de livraison	Non exécuté
Date de publication de l'attribution définitive	Non attribué
Date de la réception provisoire	Non exécuté
Date de la réception définitive	Non exécuté
Il s'agit d'un marché relatif à la fourniture de médicaments et consommables médico-pharmaceutiques. Le marché n'a pas été attribué parce que la DCMP n'a pas donné d'avis favorable sur le rapport d'analyse comparative des offres et procès-verbal d'attribution provisoire.	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de preuve de transmission des PV d'ouverture aux soumissionnaires; - Absence de preuve de présence des soumissionnaires à l'ouverture des offres; - Délais anormalement longs entre l'ouverture des plis le 7 février 2014 et l'attribution provisoire le 24 octobre 2014; - Insuffisance dans l'archivage des dossiers.

Recommandations	<ul style="list-style-type: none">- Veiller à la transmission des PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires;- Veiller à la présence des soumissionnaires à l'ouverture des offres;- Veiller au respect des délais d'évaluation des offres;
------------------------	---

2 . Fourniture de denrées alimentaires

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 02/2013		
Objet		Fourniture de denrées alimentaires
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres		Non fournie
Date d'ouverture des offres		Non fournie
Attributaire	Lot 1 : Ets Gueye et associés	147 583 200 F CFA
	Lot 2 : Ets Thiaw et fils	130 980 000 F CFA
Date de publication de l'attribution provisoire		Non fournie
Date d'approbation du marché		Non précisée
Date de notification		Non précisée
Délai de livraison		Non précisé
Date de publication de l'attribution définitive		Non publié
Date de la réception définitive		Non précisée
Il s'agit d'un marché de fourniture de denrées alimentaires.		
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Feuille de présence des soumissionnaires à l'ouverture des plis non fournie; - Le PV d'ouverture des plis n'a pas été transmis aux soumissionnaires; - Les contrats ne sont pas datés; - Délai anormalement long entre l'ouverture des plis et l'approbation du rapport d'évaluation; - La publication de l'attribution définitive n'a pas été fournie; - Les candidats non retenus n'ont pas été notifiés; - La date d'approbation n'est pas précisée. 	
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à la transmission des PV d'ouverture aux soumissionnaires; - Archiver les preuves de la présence des soumissionnaires à l'ouverture des offres; - mentionner les dates de signature et d'approbation des 	

	<p>contrats;</p> <ul style="list-style-type: none">- Veiller à la publication des PV d'attribution définitive;- Veiller à la fourniture des garanties requises;- Veiller au respect des délais d'exécution et application de pénalités en cas de retard.
--	--

3. fourniture de matériel médico-technique

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 006/2013		
Objet		Fourniture de matériels médico-techniques
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres		26 décembre 2013
Date d'ouverture des offres		07/01/2014
Attributaire	S.T. E	109 402 800F CFA TTC
Date de publication de l'attribution provisoire		21 juin 2014
Date d'approbation du marché		13 février 2015
Date de notification		21 juin 2014
Délai de livraison		7 mois après la notification
Date de publication de l'attribution définitive		Non publié
Date de la réception définitive		7 mois après la notification
Il s'agit d'un marché de fourniture de matériels médico-techniques. L'attributaire est STE.		
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de preuve de transmission des PV d'ouverture des plis aux candidats, ce qui n'est pas en conformité avec l'article 67.4 du CMP ; - La référence de l'AOO mentionnée dans le DAO est différente de celle de l'avis d'AO <ul style="list-style-type: none"> - DAO : AOO 07/2013 - AAO : AOO06/2013 - Absence de feuille de présence des soumissionnaires à l'ouverture des offres; - La lettre d'engagement signée ne mentionne pas le délai maximal de réalisation des fournitures et services connexes (comme prévu dans l'acte d'engagement du DAO); 	

	<ul style="list-style-type: none"> - Le contrat n'est pas enregistré ni daté. - Pas de publication de l'attribution définitive ; - Délai anormalement long entre la date de notification et la date d'approbation du marché soit plus de 07 mois. - Entre le lancement et l'exécution du marché il y a eu un décalage de 01 an et 07 mois; - La livraison a eu lieu 04 mois après l'établissement du bon de commande et 07 mois après la notification du marché, - Des pénalités de retard n'ont pas été appliquées ; - Absence de garantie de bonne exécution ; - Délai de livraison prévu dans le DAO 07 jours après la notification;
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à la transmission des PV d'ouverture aux soumissionnaires; - Archiver les preuves de la présence des soumissionnaires à l'ouverture des offres; - mentionner les dates de signature et d'approbation des contrats; - Veiller à la publication des PV d'attribution définitive; - Veiller à la fourniture des garanties requises; - Veiller au respect des délais d'exécution et application de pénalités en cas de retard.

4. AOR Fourniture de matériel medico-technique

APPEL D'OFFRES RESTREINT N° 04/2012		
Objet : fourniture de matériel médico-technique		
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres		Non renseignée
Date d'ouverture des offres		Non renseignée
Attributaire	Lot1 : Medical Systems Sarl	187 200 000 F CFA TTC
	Lot2 : Medical Systems Sarl	108 230 000 F CFA TTC
Date de publication de l'attribution provisoire		Non disponible
Montant du marché		102 230 000 F CFA TTC
Date d'approbation du marché		
Date de notification		
Délai d'exécution		
Date de publication de l'attribution définitive		Non disponible
Date de la réception provisoire		Non disponible
Date de la réception définitive		Non disponible
<p>Il s'agit d'un marché relatif à la fourniture de matériels médico techniques. Les candidats ayant soumissionné sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Carrefour Médical ; - Medical Systems ; - MHO SA. 		
Non conformités		- Enregistrement le 25 février 2014 après réception des fournitures
Recommandations		- Veiller à l'enregistrement des contrats dans les délais.

5. DRP – fourniture de chambre froide

DRP N° Bon de commande n 1827: Fourniture de chambres froides	
Date d'invitation	28 octobre 2013
Date de dépôt des offres	15 novembre 2013
Délai de préparation des offres	15 jours
Date d'attribution	20 novembre 2013
Attributaire	Matériels thermiques sahéliens
Date du bon de commande	28 novembre 2013
Montant du marché en F CFA TTC	10 620 000F CFA TTC
Date du PV de réception provisoire	30/12/2013
Délai d'exécution	1 mois
Fournisseurs consultés	- Mora multiservices - Réalisations Maintenance Electromécanique - Matériel thermique sahélien - Sénégalaise de Prestation Bâtiment et Industrie
Il s'agit d'un marché relatif à la fourniture de chambres froides. Ont soumissionné : <ul style="list-style-type: none"> • Mora Multiservices: 10 832 400 F CFA TTC ; • Réalisation Maintenance Electromécanique : 11 800 000 F CFA TTC ; • Matériel thermique sahélien : 10 620 000 F CFA TTC ; • Sénégalaise de Prestation Bâtiment et Industrie : 11 092 000 F CFA TTC. 	
Non conformités	Nous n'avons pas relevé de non-conformités sur cette DRP
Recommandations	

6. DRP- Travaux de confection, installation et de mise en service d'une hotte aspirante

DRP N Bon de commande n 1805: Travaux de confection, d'installation et de mise en service d'une hotte aspirante	
Date d'invitation	26 décembre 2012
Date de dépôt des offres	11 janvier 2013
Délai de préparation des offres	16 jours
Date d'attribution	15 février 2013
Attributaire	FIELEC
Date du bon de commande	05 mai 2013
Montant du marché en F CFA TTC	6 898 162 F CFA TTC
Date du PV de réception provisoire	15 mai 2014
Délai d'exécution	1 an 10 jours
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> - MTS - Sénégal Technique - FIELEC - Entreprise Souleye SAEL - Etablissement Mame Thierno
<p>Il s'agit d'un marché relatif la confection, l'installation et la mise en œuvre d'une hotte aspirante. Les cinq (05) candidats invités ont tous soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • MTS : 6 898 162 F CFA TTC ; • Senegal Technique : 7 152 246 F CFA TTC ; • FIELEC : 6 988 906 F CFA TTC ; • Entreprise Souleye Sarl : 7 496 204 F CFA TTC. • ETS Mame Thierno : 7 193 516 F CFA TTC <p>Le marché est attribué au moins disant pour un montant de 6 898 162 F CFA TTC.</p>	
Non conformités	Délai d'exécution anormalement long;
Recommandations	Veiller au respect des dispositions contractuelles

7. DRP-Fourniture de matériels hoteliers

DRP N° Bon de commande n 1905 : Fourniture de matériels hoteliers	
Date d'invitation	04 juillet 2013
Date de dépôt des offres	16 juillet 2013
Délai de préparation des offres	09 jours
Date d'attribution	25 juillet 2013
Attributaire	MORA Multiservices
Date du bon de commande	17 septembre 2013
Montant du marché en F CFA TTC	12 266 100F CFA TTC
Date du contrat	Non renseigné
Date d'approbation du marché	Non renseigné
Date du PV de réception provisoire	11 novembre 2013
Délai d'exécution	2 mois
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> - BAYE MULTISERVICES - EUROGRAPHE DISTRIBUTION - LE POINTILLEUX - MORA MULTISERVICES - MONDIAL SERVICES
<p>Il s'agit d'un marché relatif à la fourniture de matériels hôteliers. Parmi les cinq (05) candidats invités, les quatre (04) suivants ont soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • BAYE MULTISERVICES: 13 937 400 F CFA TTC • EUROGRAPHE DISTRIBUTION: 12 584 700 F CFA TTC • LE POINTILLEUX : 12 791 790 F CFA TTC • MORA MULTISERVICES: 12 266 100 F CFA TTC <p>Le marché est attribué au moins disant pour un montant de 12 266 100 F CFA TTC.</p>	
Non conformités	- Délai d'exécution anormalement long
Recommandations	

8. Fourniture, installation et mise en service d'un séchoir électrique

DRP N° Bon de commande n 1777 : Fourniture, installation et mise en service d'un séchoir électrique	
Date d'invitation	18 juillet 2013
Date de dépôt des offres	31 juillet 2013
Délai de préparation des offres	13 jours
Date d'attribution	27 août 2013
Attributaire	DISMAT Distribution
Date du bon de commande	17 septembre 2013
Montant du marché en F CFA TTC	14 897 600F CFA TTC
Date du PV de réception provisoire	07 octobre 2013
Délai d'exécution	21 jours
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> - ESEPRESEM - DISMAT - OFFICE ROOM - ESPACE GLOGAL - DABAKH OFFICE
<p>Il s'agit d'un marché de fourniture relatif à l'installation et la mise en service d'un séchoir électrique.</p> <p>Tous les cinq (05) candidats invités ont soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ESEPRESEM : 14 997 800 F CFA TTC ; • DISMAT : 14 897 500F CFA TTC ; • OFFICE ROOM : 14 980 100 F CFA TTC ; • ESPACE GLOBAL: 14 927 000 F CFA TTC. • DABAKH OFFICE : 14 918 150 F CFA TTC <p>Le marché est attribué au moins disant pour un montant de 14 897 500F CFA TTC.</p>	
Non conformités	Nous n'avons pas relevé de non-conformité sur cette DRP.
Recommandations	

9. Fourniture et installation de système d'impression et divers matériels informatiques destinés à l'hôpital

DRP N° Bon de commande n 1972: Fourniture et installation de système d'impression et divers matériels informatiques destinés à l'hôpital	
Date d'invitation	27 août 2012
Date de dépôt des offres	06 septembre 2013
Date d'attribution	15 octobre 2013
Attributaire	SOPRETE
Date du bon de commande	27 décembre 2013
Montant du marché en F CFA TTC	14 991 900 F CFA TTC
Date du contrat	Non renseigné
Date d'approbation du marché	Non renseigné
Délai d'exécution	1 mois
Fournisseurs consultés	- SOPRETE - DABAKH TECHNOLOGIE SENEGAL - LA CHAINE NUMERIQUE - BUROSYS - DC10 ASSISTANT
<p>Il s'agit d'un marché de fournitures relatif à l'installation de système d'impression et divers matériels informatiques destinés à l'hôpital. Parmi les cinq (05) candidats invités, les quatre (04) suivants ont soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • SOPRETE : 14 991 900 F CFA TTC • DABAKH TECHNOLOGIE SENEGAL : 15 593 700 F CFA TTC • LA CHAINE NUMERIQUE : 17 298 800 F CFA TTC • BUROSYS : 14 437 300 F CFA TTC. <p>Le marché n'a pas été attribué au moins disant. Selon le rapport d'évaluation, l'entreprise BUROSYS moins disant n'a pas fourni de document précisant les caractéristiques techniques. Alors que dans les offres des autres candidats, seules les factures proforma ont été jointes. Aucun autre document technique n'a été fourni.</p>	
Non conformités	Décalage d'une année entre la date d'invitation et la date d'ouverture des offres;
Recommandation	respecter les dispositions du CMP sur la procédure des DRP

10. Fourniture de tissus en coton destinés à la confection de tenues de bloc

DRP N° Bon de commande n 02508: Fourniture de tissus en coton destinés à la confection de tenues de bloc	
Date d'invitation	17 décembre 2013
Date de dépôt des offres	27 décembre 2013
Délai de préparation des offres	10 jours
Date d'attribution	30 décembre 2013
Attributaire	SET 2000
Date du bon de commande	13 janvier 2014
Montant du marché en F CFA TTC	9 794 000 F CFA TTC
Il s'agit d'un contrat relatif à la fourniture de tissus en coton destinés au bloc.	
Non conformités	- Nous n'avons pas relevé de non conformités sur cette DRP
Recommandations	

Annexe 2 : Liste des commandes directes

Sur la gestion 2013, le montant des achats par commande directe s'élève à 268 151 371 FCFA qui se détaille comme suit :

GROUPEMENT
GMS/SSPM

<i>Fournisseurs</i>	<i>Montant</i>
<i>Cofraneth</i>	8 803 980
<i>Imprimerie Salam</i>	8 303 660
<i>Egtf</i>	3 143 800
<i>Nibac</i>	3 256 800
<i>office choice</i>	5 124 976
<i>ETS SINTOU</i>	4 446 600
<i>SOFT solution sarl</i>	6 487 050
<i>sp bat et industrie</i>	14 964 760
<i>SDS</i>	7 780 487
<i>NIN</i>	3 815 087
<i>belel inter auto</i>	3 088 296
<i>PNA</i>	90 481 075
<i>biotechnologie equipement</i>	3 335 000
<i>SFM SARL</i>	6 438 060
<i>ese amadou daff</i>	4 165 000
<i>ese sénégalaise</i>	19 150 000
<i>YAMA MULTISERVICES</i>	7 291 300
<i>IBT</i>	25 482 400
<i>AGFAM SARL</i>	6 819 000
<i>SEN CADUCET SARL</i>	25 358 340
<i>STMM</i>	13 672 500
TOTAL	268 151 371

Annexe 3 : Réponses de l'AC

Annexe 4 : Appréciations du cabinet sur les réponses de l'AC

Observation 1:

Les textes complets désignant les membres de la commission des marchés n'ont pas été établis avant le 5 janvier 2013 et nous ne disposons pas de preuves de transmission à l'ARMP et de la DCMP conformément à l'arrêté n° 011588 du 28/12/07 pris en application de l'arrêté 36-1 du code des marchés publics et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes (page 19)

Réponse de l'AC:

Les documents ont bien été transmis à la DCMP où le registre du courrier arrivée pourra vous édifier.

A toutes fins utiles nous vous transmettons le numéro de courrier y relatif.

Appréciation du cabinet

L'observation sur le retard dans l'établissement des textes désignant les membres de la commission des marchés reste maintenue.

Observation 2:

- Le rapport annuel sur les marchés publics et les rapports trimestriels n'ont pas été élaborés en violation des dispositions de l'article 143 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011. (Page 20);
- Le système d'archivage n'est pas conforme aux dispositions du Manuel de classement des documents des Marchés des Autorités Contractantes de l'ARMP. (Page 20);
- Insuffisance dans l'archivage des dossiers.

Réponse de l'AC:

Nous prenons acte de ces observations, illustrant les différents retards que nous connaissons dans l'exécution de nos procédures, et certaines insuffisances dans l'archivage de nos documents.

Nous faisons amende honorable et nous engageons à prendre les mesures correctives nécessaires sur ces points qui résultaient en 2013 d'une insuffisance des ressources humaines, avec un seul agent dédié à plein temps à l'animation de la cellule, en sus de l'indisponibilité de locaux pour la cellule des marchés.

Depuis lors:

- Nous avons renforcé la cellule des marchés avec deux cadres supérieurs et un cadre moyen ;
- Un local additionnel est en cours d'affectation à la cellule ;
- Les compléments en équipements et en aménagement sont en cours de résiliation pour assurer la disponibilité de tous les moyens nécessaires à cet important organe de la passation de nos marchés.

Appréciation du cabinet

L'observation reste maintenue.

Observation 3 :

- L'avis général de passation des marchés n'a pas été publié avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation conformément à l'article 6 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics
- Délais d'exécution anormalement longs
- Garanties de bonne exécution non établies

Réponse :

Les EPSH fonctionnent sur la base de crédits estimatifs dont la réalisation est contingente, et qui sont soumis à adoption et à approbation par les organes faïtières et les tutelles.

Si le plan de passation n'est soumis à aucun processus de validation interne, l'Avis général qui reprend les prévisions d'acquisitions figurant au budget est publié après validation dudit budget. Cela explique le retard dans la publication.

Néanmoins nous nous attèlerons à une publication plus précoce de l'Avis Général, dans la limite des délais fixés par le code des marchés.

S'agissant des délais d'exécution, ils subissent le contrecoup de la capacité de l'hôpital à honorer ses engagements, capacité qui fut mise à mal par plusieurs années de grèves chroniques ayant impacté négativement sur la réalisation des prévisions budgétaires, et la confiance des fournisseurs qu'il fallut à chaque fois restaurer.

Dans le même ordre d'idées, il était difficile de faire établir des garanties de bonne exécution alors que les difficultés de trésorerie résultant de plusieurs mois de grève ne nous permettaient pas de respecter à temps les engagements contractuels pris au nom de la continuité du service public (pour les médicaments et les équipements notamment).

Appréciation du cabinet

L'observation reste maintenue.

Observation 4 :

L'hôpital ne dispose pas de registre des marchés conformément à l'article 67-3 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

Réponse de l'AC:

Les représentants des candidats présents à l'ouverture ont signé les feuilles de présence dont vous trouverez des copies ci-jointes.

Appréciation du cabinet

L'observation reste maintenue.

CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES CONCLUS PAR APPEL D'OFFRES OUVERTS

Observation 5: Pour l'appel d'offres fourniture de médicaments et de consommable medico-pharmaceutique

- Publication de l'avis d'appel d'offres non fourni
- Absence de l'Avis de non objection de la DCMP sur le DAO

Réponse L'AC :

Vous trouverez en pièces jointes une copie de l'avis d'appel d'offres, et une copie de l'Avis de non Objection de la DCMP.

Appréciation du cabinet :

L'avis d'appel d'offres et l'avis de non objection de la DCMP nous sont fournis. Ce point a été pris en compte dans le rapport.

Observation 6: Pour l'appel d'offres ouvert fourniture de denrées alimentaires

- Publication de l'avis d'appel d'offres non fournie
- Publication de l'avis d'attribution provisoire non fournie

Réponse de :

Vous trouverez en pièces jointes une copie de l'avis d'appel d'offres et une copie de l'avis d'attribution.

Appréciation du cabinet :

Nous avons reçu l'avis d'appel d'offres et l'avis d'attribution provisoire. Ce point a été pris en compte dans le rapport.

Observation 7: Pour le Marché conclu par Appel d'Offres Restreint :

Contrat enregistré après l'expiration du délai d'exécution :

Réponse de l'AC :

Ce sont les attributaires qui sont invités à sacrifier cette obligation légale (art 424.12 CGI) ; certains l'ont fait ; la plupart non. Nous veillerons à une meilleure application de ce point de règlement par les attributaires concernés au premier chef.

Appréciation du cabinet:

L'observation reste maintenue.

Observation 8: Pour le marché de fourniture de matériels médico-techniques:

- La référence de l'AOO mentionnée dans le DAO est différente de celle de l'avis d'AO
- L'AAO ne mentionne pas la date limite de dépôt des offres. Le PV d'ouverture des plis fait mention d'un avis modificatif pour le 06 janvier 2014 qui fixe la date limite des dépôts des offres le 07 janvier 2014. La publication n'a pas été mise à notre disposition.

Réponse de l'AC:

- Il s'agit d'une erreur matérielle de transaction dans le DAO, l'universalité des documents rattachés étant cohérents avec l'AOO
- Vous trouverez ci-jointe une copie de l'avis modificatif susvisé

Appréciation du cabinet :

L'avis modificatif nous a été fourni mais l'observation reste maintenue pour l'incohérence entre la référence de l'appel d'offres mentionnée dans le DAO et celle de l'avis d'appel d'offres.

CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES CONCLUS PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

Observation 9 : Pour la DRP relative à des travaux de confection, d'installation et de mise en service d'une hotte aspirante (page 40-41)

Marché non inscrit dans le PPM en violation de l'article 6 du CMP.

Réponse de l'AC:

Ce projet d'acquisition concerne la gestion 2012

Appréciation du cabinet :

Ce point a été pris en compte dans le rapport.

Observation 10: Pour la DRP relative à la fourniture, l'installation et mise en service d'un séchoir

Marché non inscrit dans le PPM en violation de l'article 6 du CMP

Réponse l'AC:

Ce projet d'acquisition était bien inscrit dans le plan de passation des marchés de 2013 sous la référence : F_STM_016 avec la dénomination : matériels de buanderie.

Appréciation du cabinet :

Effectivement la dénomination « matériels de buanderie » figure dans le PPM.

Observation 11 : Pour la DRP relative à la fourniture et installation de système d'impression et divers matériels informatiques destinés à l'hôpital

- Décalage d'une année entre la date d'invitation et la date d'ouverture des offres
- Marché non attribué.

Réponse de l'AC :

- Il s'agit d'une erreur matérielle de transcription de l'année comme cela peut arriver. Nous faisons amende honorable.
- Le marché a été attribué au candidat conforme d'abord et moins disant ensuite.

Appréciation du cabinet :

L'observation reste maintenue pour le décalage entre la date d'invitation et la date d'ouverture des offres.

Observation 12 : commande sans mise en concurrence

Nous avons relevé des achats par commande directe sans mise en concurrence d'un montant total de 515 682 400 F CFA TTC.

Réponse de l'AC :

Pour les dépenses en fournitures diverses et services :

- Aïta THIAW dispose d'un contrat de marché que vous avez examiné, dans le cadre du marché de denrées alimentaires par appel d'offres ouvert qui figure en pièces jointes ; elle est également fournisseur de condiments et assaisonnement locaux qui ne font pas l'objet de DRP du fait de la nature des produits concernés, ainsi que des légumes frais et diverses prestations d'accompagnement de la restauration.
- Elimane FALL dispose d'un contrat de fourniture de petits matériels et petits outillages qui figure en pièces jointes, exécuté en 2013.
- Froid ngelaw est attributaire d'un marché d'entretien des climatiseurs et appareils de froid de l'hôpital.
- SND dispose d'un contrat de prestation de services de nettoyage de l'hôpital pour 33 969 840 FC FA qui figure en pièces jointes.
- FICADEX dispose d'un contrat de commissariat aux comptes qui figure en pièces jointes.
- Le montant imputé en Sen services informatiques concerne l'exécution d'un marché fourniture d'ordinateurs passé par DRP en 2012, mais exécuté en 2013.
- Imprimerie Salam (8 303 660 F CFA) est le second moins disant pour le marché de fourniture des imprimeries attribué à ETI qui a bénéficié d'un avenant sur 2013 ; les commandes faites à SALAM ont été réalisées dans des situations de carence d'ETI alors qu'il y avait urgence pour le fonctionnement.
- Il en est de même pour EGTF (3 143 800 F CFA), second moins disant pour la fourniture de poissons attribué à Touba Multi service, qui s'est retrouvé en situation de carence.
- SP BAT a réalisé des travaux en urgence d'élévation de zones basses inondables, de pompage des eaux d'inondation, en appoint au bitumage par un mécène de la corniche de la corniche d'accès aux urgences qui était bloquée en cas de pluie en sus des inondations de locaux médico techniques : il en est de même pour Sambou Distribution qui a fourni des bâches pour les sites d'accueil des usagers pendant l'hivernage, les auvents de protection des sites d'attente des usagers, et diverses fournitures ayant servi à l'humanisation de l'accueil.
- SOFT SOLUTION bénéficie d'un contrat de 2 400 000 F CFA pour la maintenance d'une solution informatique de facturation. Au moment de l'installation de la solution au niveau des différents postes de travail, les ordinateurs n'étaient pas conformes. Des ordinateurs, imprimantes et

onduleurs ont été installés et facturés par SOFT SOLUTION pour un fonctionnement rapide du logiciel rapide du logiciel. Un audit du cycle de recettes avait également été réalisé.

- Plusieurs dépenses ont été faites pour des prestations à faible valeur dans le cadre du fonctionnement normal : services de peinture pour Paul Mendy, réparation d'ordinateurs pour Global Compute, réparation du parc automobile par garage Ndiage DIOUF, fourniture de cachets, clés USB, disques durs externes et divers petits consommables pour Alou LY, formation en comptabilité matières pour mabéye DIOP, frais de transit pour Bolloré, etc.

Pour les dépenses spécifiques en produits médico-pharmaceutiques :

- L'approvisionnement en produits génériques doit être effectué exclusivement auprès de la PNA, au regard des dispositions de l'Arrêté ministériel n°8402 MSAS-CAB-CTM4 du 24 juin 1970. C'est pourquoi, nous nous sommes approvisionnés auprès de la PNA pour un montant de 90 481 075 F CFA.

La gestion des urgences vitales et le régime de responsabilité propre aux Etablissements Publics de santé Hospitaliers conduit à trouver des moyens de substitutions aux effets conjugué de fréquentes situations d'indisponibilité de plusieurs produits figurant dans la liste de la PNA, à l'absence d'offres pour plus de 60% des produits ayant fait l'objet de d'un AAO, à l'exigence de certains fournisseurs de se faire payer rubis sur l'ongle avant livraison pour des raisons de survie, à la complexité des processus et procédures de relance d'appels d'offres pour des centaines pour des milliers produits médico techniques.

Il est pratiquement impossible de s'ajuster face à cette multiplicité d'écueils qui surviennent à la suite ou en cascade.

Dans cette situation, du fait de la vie et de la santé des usagers, la disponibilité des consommables aux prix du marché autorisé offerte par un fournisseur devient une chance pour nous afin d'assurer la continuité du service public et de tenter de sauver des vies.

En conséquence :

- Les achats auprès de STMM (13 672 500 F CFA) ont été faits en considération du risque de fermeture des blocs suite à la non fonctionnalité de nos autoclaves. Il était impérieux de disposer de champs opératoires pour opérer tout patient, ce qui nous a conduits à acheter un stock de champs opératoires à usage unique jusqu'à la réalisation d'un autoclave d'urgence qui a dû être doublé suite à son utilisation excessive. C'est dans le même ordre d'idées que RME a livré des pièces de rechange pour les machines à laver servant au processus de stérilisation pré opératoire ;

- Les achats auprès de IBT (25 482 400 FCFA) et SENCADUCET (25 358 340 F CFA) ont également été faits dans des situations d'ajustements, où ils étaient les seuls à accepter de livrer les consommables de base pour les soins (gants, compresses, alcool) sans exiger un paiement immédiat ou l'apurement de dettes en cours pour l'essentiel, ainsi que dans une moindre mesure IBA. Fermon Labo pour l'anapath, et AGFAM ;

Enfin :

- Technologies Services, FHM, Valdafrique, DRP , MHO, SFM ; Avalon Vitalpharm, disposent tous de contrats de marché immatriculés auprès de la DCMF, le cumul des commandes leur étant imputées est de 80 033 636 F CFA .
- AFSI (8 097 400 F CFA) a exécuté un contrat datant de 2012 pour l'installation d'un circuit de fluides médicaux (air comprimé ; vide médical)
- Biotechnologies, fermon labo, sotelmed, pharmacie fass paillotes, biotech assistance et morami group, ont reçu des commandes se chiffrant de 1 à 2 millions qui ont fait l'objet de factures sur mémoire.

Appréciation du cabinet :

- Les fournisseurs figurant dans le tableau ci-dessous disposent effectivement de contrats de marchés exécutés en 2013. Il s'agit pour l'essentiel de contrats de 2012 exécutés en 2013.

Fournisseurs	Montant
Aita thiaw	26 512 960
Elimane Fall	28 409 042
froid nguelaw	16 678 710
SDN	33 969 840
Sen services informatiques	14 257 350
Technologie services	23 295 976
FHM	3 989 000
VALDAFRIQUE	6 810 000
DRP	15 457 200
MHO	9 070 000
SFM SARL	6 438 060
AVALON pharma	11 860 000

GROUPEMENT
GMS/SSPM

<i>vital pharm</i>	3 113 400
<i>Total</i>	199 861 538

- Pour la PNA, les achats ont été faits sans autorisation préalable de la DCMP;
-Les autres achats de produits médico-pharmaceutiques ont été faits par commande directe.

Sur 2013, le montant des achats par commande directe s'élève à **268 151 371 F CFA**.

Annexe 5 : Lettre de transmission du rapport



République du Sénégal

Dakar, le - 8 JUIN 2015

Ministère de la Santé & de l'Action Sociale

**_*_

N° 001809 DIR/ADCPM/ MK

HOPITAL GENERAL DE GRAND YOFF

B.P. : 3270 – Tél : 827.62.21 – 827.08.19

 Fax : 827.61.49 – Email : epshoggy@gmail.sn

Objet : réponses aux réserves formulées dans votre rapport provisoire de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés au titre de la gestion 2013

Réf : votre lettre relative au rapport à l'objet, en date du 22 Mai 2015

Monsieur le Directeur,

J'ai bien reçu votre lettre en référence relative au rapport à l'objet. Son exploitation par mes services compétents concernés m'amène à apporter les réponses et compléments d'informations suivants à vos observations :

Constats généraux d'audit 2013

Observation :

Les textes complets désignant les membres de la commission des marchés n'ont pas été établis avant le 5 janvier 2013 et nous ne disposons pas des preuves de transmission à l'ARMP et de la DCMP conformément à l'arrêté n°011588 du 28/12/07 pris en application de l'article 36-1 du code des marchés publics et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes.(page 19)

Réponse :

Les documents ont bien été transmis à la DCMP où le registre du courrier arrivée pourra vous édifier. A toutes fins utiles nous vous transmettons le numéro de courrier y relatif.

Observation :

- Le rapport annuel sur les marchés publics et les rapports trimestriels n'ont pas été élaborés en violation des dispositions de l'article 143 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011. (Page 20)
- Le système d'archivage n'est pas conforme aux dispositions du Manuel de classement des Documents des Marchés des Autorités Contractantes de l'ARMP. (Page 20)
- Insuffisance dans l'archivage des dossiers

Réponse :

Nous prenons acte de ces observations, illustrant les différents retards que nous connaissons dans l'exécution de nos procédures, et certaines insuffisances dans l'archivage de nos documents.

Nous faisons amende honorable et nous engageons à prendre les mesures correctives nécessaires sur ces points qui résultaient en 2013 d'une insuffisance des ressources humaines, avec un seul agent dédié à plein temps à l'animation de la cellule, en sus de l'indisponibilité de locaux pour la cellule des marchés.

Depuis lors :

- Nous avons renforcé la cellule des marchés avec deux cadres supérieurs et un cadre moyen
- un local additionnel est en cours d'affectation à la cellule
- les compléments en équipements et en aménagement sont en cours de réalisation pour assurer la disponibilité de tous les moyens nécessaires à cet important organe de la passation de nos marchés.

Observation :

- L'avis général de passation des marchés n'a pas été publié avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation conformément à l'article 6 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics
- Délais d'exécution anormalement longs
- Garanties de bonne exécution non établies

Réponse

Les EPSH fonctionnent sur la base de crédits estimatifs dont la réalisation est contingente, et qui sont soumis à adoption et à approbation par les organes faïtières et les tutelles.

Si le plan de passation n'est soumis à aucun processus de validation interne, l'Avis général qui reprend les prévisions d'acquisition figurant au budget est publié après validation dudit budget. Cela explique le retard dans la publication.

Néanmoins nous nous attèlerons à une publication plus précoce de l'Avis Général, dans la limite des délais fixés par le code des marchés.

S'agissant des délais d'exécution, ils subissent le contrecoup de la capacité de l'hôpital à honorer ses engagements, capacité qui fut mise à mal par plusieurs années de grèves chroniques ayant impacté négativement la réalisation des prévisions budgétaires, et la confiance des fournisseurs qu'il fallut à chaque fois restaurer.

Dans le même ordre d'idées, il était difficile de faire établir des garanties de bonne exécution alors que les difficultés de trésorerie résultant de plusieurs mois de grève ne nous permettaient pas de respecter à temps les engagements contractuels pris au nom de la continuité du service public (pour les médicaments et les équipements notamment).

Observation :

L'hôpital ne dispose pas de registre des marchés conformément à l'article 67-3 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

Réponse

Les représentants des candidats présents à l'ouverture ont signé les feuilles de présence dont vous trouverez des copies ci-jointes.

Constats spécifiques aux Marchés conclus par Appel d'Offres Ouvert**Pour l'appel d'offre ouvert fourniture de médicaments et de consommable médico-pharmaceutique :****Observation :**

- Publication de l'avis d'appel d'offre non fourni
- Absence de l'Avis de non objection de la DCMP sur le DAO ;

Réponse

Vous trouverez en pièces jointes une copie de l'avis d'appel d'offres, et une copie de l'Avis de non Objection de la DCMP

Pour L'appel d'offres ouvert fourniture de denrées alimentaires :**Observation :**

- Publication de l'avis d'appel d'offres non fourni
- Publication de l'avis d'attribution provisoire non fourni.

Réponse :

Vous trouverez en pièces jointes une copie de l'avis d'appel d'offres, et une copie de l'avis d'attribution provisoire

Pour le Marché conclu par Appel d'Offres Restreint**Observation :**

Contrat enregistré après l'expiration du marché ;

Réponse :

Ce sont les attributaires qui sont invités à sacrifier à cette obligation légale (art 424.12 CGI); certains l'ont fait ; la plupart non. Nous veillerons à une meilleure application de ce point de règlement par les attributaires concernés au premier chef.

Pour le marché de fourniture de matériels médico-techniques**Observation :**

- La référence de l'AOO mentionnée dans le DAO est différente de celle de l'avis d'AO
- L'AAO ne mentionne pas la date limite de dépôt des offres. Le PV d'ouverture des plis fait mention d'un avis modificatif pour le 06 janvier 2014 qui fixe la date limite de dépôt des offres le 07 janvier 2014. La publication n'a pas été mise à notre disposition ;

Réponse :

- Il s'agit d'une erreur matérielle de transcription dans le DAO, l'universalité des documents rattachés étant cohérents avec l'AAO
- Vous trouverez ci-jointe une copie de l'avis modificatif susvisé

Constats spécifiques aux Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix

Pour la DRP relative à des travaux de confection, d'installation et de mise en service d'une hotte aspirante (page 40-41)

Observation :

Marché non inscrit dans le PPM en violation de l'article 6 du CMP.

Réponse :

Ce projet d'acquisition concerne la gestion 2012..

Pour la DRP relative à la fourniture, l'installation et mise en service d'un séchoir

Observation :

Marché non inscrit dans le PPM en violation de l'article 6 du CMP.

Réponse :

Ce projet d'acquisition était bien inscrit dans le plan de passation des marchés de 2013 sous la référence : F_STM_016 avec la dénomination : matériels de buanderie

Pour la DRP relative à la Fourniture et installation de système d'impression et divers matériels informatiques destinés à l'Hôpital

Observation :

- Décalage d'une année entre la date d'invitation et la date d'ouverture des offres ;
- Marché non attribué au moins disant

Réponse :

- Il s'agit d'une erreur matérielle de transcription de l'année comme cela peut arriver. Nous faisons amende honorable.
- Le marché a été attribué au candidat conforme d'abord et moins disant ensuite

commandes sans mise en concurrence

Nous avons relevé des achats par commande directe sans mise en concurrence d'un montant total de 515 682 400 F CFA TTC.

Pour les dépenses en fournitures diverses et services:

- Aïta thiaw dispose d'un contrat de marché que vous avez examiné, dans le cadre du marché de denrées alimentaires par appel d'offres ouvert qui figure en pièces jointes; elle est également fournisseur de condiments et assaisonnements locaux qui ne font pas l'objet de DRP du fait de la nature des produits concernés, ainsi que des légumes frais et de diverses prestations d'accompagnement de la restauration
- Elimane FALL dispose d'un contrat de fourniture de petits matériels et petits outillages qui figure en pièces jointes, exécuté en 2013

- Froid ngelaw est attributaire d'un marché d'entretien des climatiseurs et appareils de froid de l'hôpital.
- SDN dispose d'un contrat de prestation de services de nettoyage de l'Hôpital pour 33 969 840 FCFA qui figure en pièces jointes
- FICADEX dispose d'un contrat de commissariat aux comptes qui figure en pièces jointes
- Le montant imputé à Sen services informatique concerne l'exécution d'un marché de fourniture d'ordinateurs passé par DRP en 2012, mais exécuté en 2013
- Imprimerie Salam (8 303 660 FCFA) est le second moins disant pour le marché de fourniture des imprimés attribué à ETI qui a bénéficié d'un avenant sur 2013 ; les commandes faites à SALAM ont été réalisées dans des situations de carence d'ETI alors qu'il y avait urgence pour le fonctionnement
- Il en est de même pour EGTF (3 143 800 FCFA), second moins disant pour la fourniture de poissons attribué à Touba Multi services, qui s'est retrouvé en situation de carence
- SP Bat a réalisé des travaux en urgence d'élévation de zones basses inondables, de pompage des eaux d'inondation, en appoint au bitumage par un mécène de la corniche d'accès aux urgences qui était bloquée en cas de pluie en sus des inondations de locaux médico techniques : il en est de même pour Sambou Distribution qui a fourni des bâches pour les sites d'accueil des usagers pendant l'hivernage, les auvents de protection des sites d'attente des usagers, et diverses fournitures ayant servi à l'humanisation de l'accueil ;
- Soft Solution bénéficie d'un contrat de 2 400 000 pour la maintenance d'une solution informatique de facturation. Au moment de l'installation de la solution au niveau des différents postes de travail, les ordinateurs n'étaient pas conformes. Des ordinateurs, imprimantes et onduleurs ont été installés et facturés par Soft Solution pour un fonctionnement rapide du logiciel. Un audit du cycle de recettes avait également été réalisé.
- Plusieurs dépenses ont été faites pour des prestations à faible valeur dans le cadre du fonctionnement normal : services de peinture pour Paul Mendy, réparation d'ordinateurs pour Global compute, réparation du parc automobile pour garage ndiaga Diouf, fourniture de cachets, clés USB, disques durs exetenes et divers petits consommables pour Aliou LY, formation en comptabilité matières pour mabeye DIOP, frais de transit pour Bolloré.....

Pour les dépenses spécifiques en produits médico pharmaceutiques :

- L'approvisionnement en produits génériques doit être effectué exclusivement auprès de la PNA, au regard des dispositions de l'Arrêté ministériel n° 8402 MSAS-CAB-CTM4 du 24 juin 1970. C'est pourquoi nous nous sommes approvisionnés auprès de la PNA pour un montant de **90 481 075 FCFA**

La gestion des urgences vitales et le régime de responsabilité propre aux Etablissements Publics de Santé Hospitaliers conduit à trouver des moyens de substitution aux effets conjugués de fréquentes situations d'indisponibilité de plusieurs produits figurant dans la liste de la PNA, à l'absence d'offres pour plus de 60% des produits ayant fait l'objet d'un AAO, à l'exigence de certains fournisseurs de se faire payer rubis sur l'ongle avant livraison pour des raisons de survie, à la complexité des processus et procédures de relance d'appels d'offres pour des centaines voir des milliers de produits médico techniques

Il est pratiquement impossible de s'ajuster face à cette multiplicité d'écueils qui surviennent à la suite ou en cascade.

Dans cette situation, face à l'enjeu de la vie et de la santé des usagers en attente, la disponibilité des consommables au prix du marché autorisé offerte par un fournisseur devient une chance pour nous d'assurer la continuité du service public et de tenter de sauver des vies.

En conséquence :

- Les achats auprès de STMM (13 672 500 FCFA) ont été faits en considération du risque de fermeture des blocs suite à la non fonctionnalité de nos autoclaves. Il était impérieux de disposer de champs opératoires pour opérer tout patient, ce qui nous a conduits à acheter un stock de champs opératoires à usage unique jusqu'à la réalisation d'un autoclave d'urgence qui a dû être doublé suite à son utilisation excessive. C'est dans le même ordre d'idées que RME a livré des pièces de rechange pour les machines à laver servant au processus de stérilisation pré opératoire.
- Les achats auprès de IBT (25 482 400 FCFA) et SENCADUCET (25 358 340 FCFA) ont également été faits dans des situations d'ajustements, où ils étaient les seuls à accepter de livrer les consommables de base pour les soins (gants, compresses, alcool) sans exiger un paiement immédiat ou l'apurement de dettes en cours pour l'essentiel, ainsi que dans une moindre mesure IBA, Fermon Labo pour l'anapath, et AGFAM

Enfin :

- Technologies Services, FHM, Valdafrique, DRP, MHO, SFM, Avalon, VitalPharm, disposent tous de contrats de marché immatriculés auprès de la DCMP ; le cumul des commandes leur étant imputées est de 80 033 636 FCFA
- AFSI (8 097 400 FCFA) a exécuté un contrat datant de 2012 pour l'installation d'un circuit de fluides médicaux (air comprimé, vide médical)
- Biotechnologies, fermon labo, sotelmed, pharmacie fass paillotes, biotech assistance et morami group, ont reçu des commandes se chiffrant de 1 à 2 millions qui ont fait l'objet de factures sur mémoire

Conclusion

Au-delà des réserves formulées et insuffisances indexées, cet exercice de réponse à un travail de vérification, a une valeur didactique et qualitative dont mes collaborateurs et moi-même avons pris toute la mesure.

Nous vous remercions des recommandations faites dans le sens d'améliorer nos performances en matière de gouvernance du service public hospitalier, et vous assurons de notre engagement à améliorer la conformité des processus et procédures de passation des marchés.

Espérant avoir été exhaustifs dans nos réponses, nous vous prions de croire, Monsieur le Directeur, à l'assurance de notre haute considération

P Le Directeur et P. o

Moussa KEBE

P. J : voir liste déchargée